



humanitarian news and analysis  
a service of the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

## Analyse: Les minorités libyennes revendiquent leurs droits



Photo: [Gigi Tagliapietra/Flickr](#)

En Libye, les minorités non-arabes exigent qu'on leur accorde les mêmes droits que les autres citoyens libyens

SEBHA/OUBARI/MURZUQ, 28 May 2012 (IRIN) - Depuis la chute de Mouammar Kadhafi il y a sept mois, les minorités non-arabes de la Libye, y compris environ 250 000 Touaregs, ont commencé à revendiquer leurs droits avec véhémence.

« La politique de Kadhafi était : 'Arrangez-vous pour que votre chien ait toujours faim pour qu'il vous suive' », a dit un activiste touareg, al-Hafiz Mohamed Sheikh. « En d'autres mots, sa stratégie était de nous maintenir dans le besoin. À maintes reprises, il a promis de donner des droits aux Touaregs, mais il n'a jamais respecté ses engagements. Il accordait parfois des traitements de faveur à certains individus, mais jamais à des communautés entières. »

Le drapeau bleu, vert et jaune des Imazighen (les Berbères, ou minorités non-arabes) flotte au-dessus de plusieurs des maisons délabrées du quartier de Tayuri, à Sebha, une ville située dans le sud-ouest de la Libye. Sous le régime de Kadhafi, les Imazighen, et notamment les Touaregs, ont été politiquement et culturellement marginalisés. Le régime a en effet adopté une idéologie panarabe

universelle et refusé de reconnaître les Berbères comme un groupe ethnique autochtone du pays et de la région.

Depuis la chute du colonel Kadhafi, neuf nouvelles associations ont été créées à Tayuri pour promouvoir les droits des Touaregs.

Selon l'[International Crisis Group](#), l'arabisation des communautés berbères « a progressé plus rapidement et plus complètement en Libye que dans n'importe quel autre pays du Maghreb ».

La loi 24 interdit aux Imazighen, y compris aux Touaregs, de donner à leurs enfants des noms non-arabes. Par ailleurs, ceux qui assistaient à des célébrations culturelles dans les pays voisins étaient arrêtés à leur retour en Libye.

Les Touaregs, qui formaient une partie importante de l'armée de Kadhafi et dont plusieurs auraient servi comme mercenaires pendant le soulèvement, ont pourtant souffert de la même marginalisation historique que d'autres groupes minoritaires.

Neuf Libyens sur dix habitent le long de la côte méditerranéenne, et ils sont nombreux à croire que les non-Arabes qui vivent dans le sud du pays sont plus « Africains » que Libyens. Les Touaregs, un groupe nomade pastoraliste, sont également présents en Algérie, au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

### Des conditions inacceptables

Certains Touaregs sont optimistes face à l'avenir, mais, en dépit d'un tout nouveau sentiment de liberté, les habitants du quartier de Tayuri disent que les conditions dans lesquelles ils vivent sont « inacceptables ». En comparaison avec d'autres quartiers de Sebha, les maisons y sont disposées n'importe comment ; les communautés qui y vivent disent recevoir peu d'aide de la part de l'État ; et il n'y a pas de systèmes d'égouts et de traitement des ordures adéquats.

« Il n'y a aucune infrastructure ici », a dit Mohamed Ahmad Othman, se déplaçant avec précaution entre les câbles électriques éparpillés sur le sol entre les maisons. « Le réseau électrique n'est pas conforme aux normes et les enfants qui jouent dans le coin meurent parfois des suites de décharges électriques », a-t-il dit.

Selon Emmanuel Gignac, le chef de mission du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en Libye, les niveaux de pauvreté à Tayuri et dans les autres quartiers touaregs dépassent ceux d'autres régions de la Libye. « Ils ont construit les maisons eux-mêmes, et la malnutrition est probablement plus répandue [qu'ailleurs] », a-t-il dit à IRIN. « Il y a aussi un problème au niveau de l'éducation, car de nombreuses personnes ne peuvent pas inscrire leurs enfants à l'école. Ce n'est pas une crise humanitaire, mais bien un problème d'ordre structurel. »

L'avenir s'annonce difficile pour de nombreux jeunes touaregs qui n'ont pas accès aux mêmes services et aux mêmes opportunités que les autres Libyens. Ceux qui réussissent à faire des études universitaires se voient souvent refuser l'accès aux bons emplois. « Au bout du compte, ceux qui savent lire et écrire se retrouvent dans la même position que ceux qui sont analphabètes. Ils finissent souvent par se démoraliser et par perdre toute motivation à étudier ou à faire quoi que ce soit. Il y a des obstacles partout », a dit M. Sheikh.

### **Citoyenneté et apatridie**

Des milliers de non-Arabs n'ont pas de papiers d'identité officiels témoignant de leur citoyenneté. En Libye, la principale preuve de citoyenneté est un livret de famille dans lequel figurent tous les noms des membres de la famille. On doit le présenter lorsqu'on soumet une candidature pour un emploi ou un programme universitaire, ou encore lorsqu'on demande un prêt à la banque.

Les familles touarègues qui vivent en Libye depuis 100 ans ont réussi à obtenir ces documents, mais celles qui se sont installées dans le pays il y a 40 ou 50 ans se sont vu refuser le livret de famille et ne possèdent ni la citoyenneté libyenne ni aucune autre citoyenneté.

« Ce camp est le résultat d'un problème politique, et non pas d'un problème économique. Ceux d'entre nous qui possèdent une nationalité ou un passeport sont très rares. La plupart n'ont qu'une carte d'identité », a dit Issa Azaoui, membre de l'Association Toumast, à Tayuri. « Nous ne pouvons pas voyager à l'extérieur de la Libye pour étudier ou pour recevoir un traitement médical. Nous ne pouvons même pas faire carrière comme ministre ou comme haut-gradé au sein de l'armée, ou encore faire l'acquisition d'une propriété. »

À Oubari, une région majoritairement peuplée de Touaregs située à environ 120 kilomètres de Sebha, Abdulsamad Mohamed, 60 ans, a dit à IRIN qu'il était Libyen d'origine, mais qu'il ne pouvait pas soumettre une demande de passeport ou de livret de famille. Il a sorti les deux seuls documents d'identité qu'il possède – un bout de papier sur lequel figurent les noms des membres de sa famille et une carte d'identité nationale qu'il dit avoir reçue au retour d'un séjour en Algérie. Sous « nationalité », on pouvait lire « rapatrié ». « Qu'est-ce que ça veut dire ? Si quelqu'un me demande de quel pays je viens, est-ce que je dois lui répondre 'rapatrié' ? » a-t-il dit.

M. Gignac, du HCR, a dit que les Touaregs étaient essentiellement apatrides. « Sous l'ancien régime, il n'existait aucune procédure pour obtenir la nationalité. Il s'agit maintenant d'une question juridique et administrative, mais il faudra développer un système pour appliquer la loi à l'avenir », a-t-il dit.

Selon les activistes de Tayuri, des membres de la communauté touarègue ont approché Mustafa Abdel Jalil, le président du Conseil national de transition (CNT), pour demander à ce que la citoyenneté libyenne soit accordée à ceux qui ont des origines libyennes, mais on leur a répondu que cela n'arriverait qu'après les élections du 19 juin. Il ne sera pas facile de déterminer qui a des origines libyennes, en particulier dans le cas de ceux qui n'ont aucun document d'identité.

Et dans un endroit comme Sebha, où la porosité de la frontière avec le Sud exacerbe les craintes xénophobes d'une invasion du pays par des étrangers et où il existe déjà des préjugés à l'encontre des communautés comme les Touaregs, la question de savoir qui est véritablement libyen pourrait, à l'avenir, devenir hautement explosive.

« Le terme 'origines libyennes' n'est pas clair. Il suffit de se pencher sur l'histoire pour constater que les Berbères étaient les premiers habitants de la Libye. Or, pour le gouvernement, les Libyens d'origine sont ceux qui parlent l'arabe. C'est une forme de racisme », a dit Khamena, un ancien de l'ethnie touarègue qui vit à Tayuri.

### **Représentation politique**

Les membres de plusieurs communautés minoritaires du sud du pays risquent par ailleurs d'être exclus du scrutin de juin parce qu'ils n'ont pas de livrets de famille et ne peuvent dès lors s'enregistrer comme électeurs. Pour contourner le problème, le gouvernement a autorisé ceux qui possèdent un autre document de famille ainsi qu'un permis de conduire ou une carte d'identité nationale à s'enregistrer comme électeurs.

Le vote n'est cependant qu'un aspect du problème plus large de la participation politique. Certains craignent que les papiers d'identité qu'obtiendront éventuellement les Berbères soient différents de ceux des autres Libyens, perpétuant ainsi le cercle vicieux de la discrimination. On s'inquiète aussi du fait que ceux qui n'ont pas de papiers ne peuvent se porter candidats aux élections.

À Murzuq, une région que l'on dit actuellement contrôlée par la minorité toubou, un vaste pourcentage de la population ne possède pas de documents d'identité. « Ici, les élections sont basées sur les affiliations tribales. Dans certains pays, les minorités ont droit à une certaine représentation, mais nous craignons de ne pas être représentés du tout au Parlement », a dit Yusuf Soghi, le coordinateur des services extérieurs du conseil local de Murzuq.

Le CNT comptait parmi ses membres un Touareg d'Oubari, Mossa Elkony, mais il a démissionné parce qu'il était frustré de la

façon dont les communautés touarègues de Ghadamis avaient été traitées par le gouvernement central.

Il a dit à IRIN qu'il n'était pas optimiste face à l'avenir, mais que celui ou celle qui prendra sa place à la suite des élections devra travailler très fort. « Certaines personnes pensent même qu'on devrait confisquer les documents d'identité des Touaregs et les expulser de la Libye », a-t-il dit. « Cela peut sembler être un problème mineur pour l'instant, mais la situation pourrait dégénérer, comme au Mali. Les Touaregs qui vivent là-bas ont créé leur propre pays, l'Azawad. »

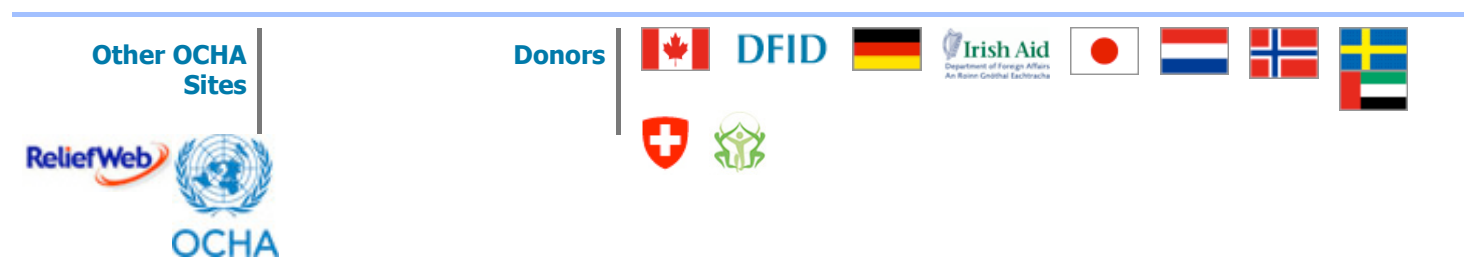
Les habitants d'Oubari s'entendent sur le fait que la Libye devra payer le prix si les communautés minoritaires ne se voient pas accorder les mêmes droits que les autres citoyens libyens. « Il s'agit d'un problème stratégique et sécuritaire pour la Libye. Les Touaregs connaissent bien cette région. S'ils obtiennent la pleine jouissance de leurs droits, ils pourront assurer une certaine stabilité et faire diminuer le trafic et l'immigration clandestine. Le gouvernement n'a pas conscience de cela », a dit Mohamed al-Ansari, chef de la sous-tribu touarègue al-Ansar.

« Sinon, les souffrances des Touaregs dans chaque pays pourraient menacer gravement la stabilité de la région. »

zm/eo/cb-gd/amz

**Theme(s):** [Governance](#), [Human Rights](#), [Security](#),

[This report does not necessarily reflect the views of the United Nations]



---

[Feedback](#) | [Terms & Conditions](#) | [News Feeds](#) | [About IRIN](#) | [Jobs](#) | [Donors](#)

Copyright © IRIN 2012. All rights reserved. This material comes to you via IRIN, the humanitarian news and analysis service of the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. The opinions expressed do not necessarily reflect those of the United Nations or its Member States. The boundaries, names and designations used on maps on this site and links to external sites do not imply official endorsement or acceptance by the UN. Republication is subject to terms and conditions as set out in the [IRIN copyright page](#).